

**Conférence régionale semestrielle sur les aménagements de  
peine et les alternatives à la détention de Besançon  
24 février 2011  
Propos de clôture**

Jeudi 24 février 2011

---

Madame le procureur général,  
Monsieur le premier président,  
Monsieur le directeur interrégional,  
Mesdames, Messieurs,

C'est avec grand intérêt que je me joins à vous pour clore votre conférence semestrielle d'aménagements des peines, je sais que vos échanges ont été fructueux. Ces conférences sont un temps essentiel pour la concertation et la coordination, absolument cruciales dans ces matières.

J'ai tenu à vous rejoindre pour saluer la qualité du travail accompli, vous engager à poursuivre dans cette voie, et pour souligner toute l'utilité de ces instances. J'ai tenu à vous rejoindre parce que j'accorde une attention toute particulière à ces questions de l'aménagement des peines : une peine aménagée est une peine exécutée, qui répond aux objectifs de réinsertion et de lutte contre la récidive. J'ai fixé des objectifs nationaux dans ce domaine, pour favoriser le recours aux aménagements de peine.

**L'exécution des peines est une des grandes priorités de mon action. Une justice dont les décisions ne sont pas exécutées, perd sa crédibilité et sa portée tant pour les condamnés que pour les victimes.**

La politique d'aménagement des peines présente un très grand intérêt, car elle favorise « *dans le respect des intérêts de la société et des droits des victimes, l'insertion ou la réinsertion des condamnés ainsi que la prévention de la récidive* » ainsi que le prévoit l'article 707 du CPP. Les dispositifs existants nous offre un panel de réponses adaptées.

La réussite de cette politique passe par des échanges fluides et par une coordination entre tous les acteurs concernés. Je suis convaincu de toute l'utilité des

**conférences semestrielles régionales d'exécution des peines**, et des **commissions d'exécution des peines**, car elles sont des lieux de concertation privilégiés pour rationaliser et optimiser les méthodes de travail afin d'intensifier la politique d'aménagement de peines.

Les résultats sont là, grâce à l'implication dans ces structures d'échanges des magistrats de l'exécution et de l'application des peines, des greffiers et fonctionnaires ainsi que des responsables de l'administration pénitentiaire et de la protection judiciaire de la jeunesse : ainsi, entre le 1<sup>er</sup> janvier 2005 et le 1<sup>er</sup> janvier 2011, le nombre de personnes bénéficiant d'un aménagement de peine sous écrou a été multiplié par 3,5.

Et je veux saluer la cour d'appel de Besançon, particulièrement dynamique en la matière. Les taux d'aménagement de peines de votre ressort se situent bien au-dessus de la moyenne nationale. Je me dois de vous en féliciter.

Pour autant des améliorations en matière de coordination et d'échanges d'information doivent être apportées, l'actualité récente nous l'a démontré. Il est de notre responsabilité d'instaurer une **organisation nouvelle et de mobiliser tous les moyens nécessaires** pour que soient assurés :

- **un fonctionnement efficace de la chaîne pénale,**
- **un suivi adapté des condamnés placés sous main de justice.**

J'ai formulé des directives dans ce sens et je serai très attentif à leur mise en œuvre. Vous avez reçu la semaine dernière une dépêche vous demandant de communiquer systématiquement aux SPIP les bulletins B1 délivrés à l'autorité judiciaire ; cette bonne pratique aurait dû être généralisée depuis longtemps. C'est désormais chose dite et ce sera donc désormais chose faite. On n'insistera jamais assez sur l'importance d'une information complète et précise pour assurer le suivi des condamnés.

Pour être mise en place efficacement, cette organisation nouvelle doit reposer sur **le dialogue et la concertation**.

○ **Au niveau national :**

- j'ai donc décidé la constitution de **groupes de travail avec les organisations syndicales**, qui porteront sur l'organisation et les moyens des services pénitentiaires d'insertion et de probation d'une part, et des services d'application des peines, d'autre part ;
- j'ai également souhaité l'installation d'un **groupe de travail**, composé de magistrats et de membres de l'administration pénitentiaire, **chargé de réfléchir à l'élaboration de référentiels communs de prise en charge par le SPIP des personnes condamnés.**
- Enfin, **l'inspection des services judiciaires et l'inspection générale des finances procéderont à un audit approfondi** afin d'examiner les **moyens d'améliorer l'efficacité des services pénitentiaires d'insertion et de probation**, en particulier par la rationalisation de leurs moyens et une meilleure organisation de leur travail.

**J'ai, par ailleurs, engagé des moyens supplémentaires au soutien de votre action ; car j'ai pleinement conscience des besoins en la matière :**

- Avec le **triplement du budget consacré en 2011 à la réserve judiciaire et pénitentiaire**, nous dégageons dès maintenant 5 millions d'euros pour des vacations supplémentaires, qui seront principalement consacrés aux services de l'exécution et de l'application des peines et aux SPIP ;
- **l'anticipation dès 2011 de l'arrivée dans les services en 2012 de 400 greffiers avec la mobilisation du même nombre de vacataires,**
- Enfin, dans le prolongement de la circulaire de localisation des emplois de 2010 qui a opéré des redéploiements de postes des cours d'appel vers la première instance pour renforcer les services de l'application des peines et les parquets, **la circulaire de localisation des emplois de 2011**, qui sera prochainement publiée, **créera des postes supplémentaires de JAP et de parquet. Ces postes seront créés dans les juridictions identifiées par les chefs de cour et la chancellerie dans le cadre des dialogues de gestion comme nécessitant un renfort de magistrats** pour mettre en œuvre :
  - la loi pénitentiaire,
  - l'ouverture ou de l'extension d'établissements pénitentiaires.

- Mais je veux dire que je compte sur votre implication à tous aussi, car **c'est à l'échelon local** que doivent en premier lieu intervenir ces échanges sur la définition de méthodes de travail commune et sur les modalités concertées de suivi des condamnés placés sous main de justice.

Je sais que chacun dans votre rôle vous poursuivrez ce travail indispensable de concertation, au sein des conférences régionales semestrielles sur les aménagements des peines et les alternatives à l'incarcération, au niveau de la cour d'appel, mais aussi au sein des commissions d'exécution des peines au niveau du TGI. C'est grâce et par ces échanges que nous pourrions mener **cette politique qualitative d'exécution et d'aménagement des peines**.

Ce n'est que si la justice améliore significativement le fonctionnement de sa chaîne pénale, que nous pourrions obtenir des résultats probants. Nous pourrions bénéficier de budgets supplémentaires en montrant concrètement :

- ce qui a été fait,
- et ce qu'il reste à faire.

\*

\* \*

Mesdames et Messieurs, je sais que vous partagez mon ambition de réduction des délais d'exécution des peines et d'amélioration du suivi des condamnés. Votre action le prouve au quotidien. Vous me trouverez toujours à vos côtés dans la mise en œuvre d'une justice **plus efficace, d'une justice de qualité qui inspire confiance et respect à nos concitoyens**.